

## Déclaration intersyndicale CGT, CFTD, CGT-FO, SUD au CTP du 29 juin 2010

La réunion quadripartite du 26 mai a notamment acté que le CTP moyen-terme de ce jour serait non décisionnel et sans vote sur tous les sujets de moyen terme.

Or vous organisez un vote sur le projet de passage du Groupe des Écoles Nationales d'Économie et Statistique (GENES) en établissement public. Vous nous prenez au piège.

Ce vote prévoit la modification du décret fondateur de l'Insee. Votre projet de décret prévoit : « d'assurer directement ou par l'intermédiaire d'établissements de formation, la formation du personnel spécialisé nécessaire à son fonctionnement ». De fait il n'y a aucune garantie sur le caractère public de cette formation.

Or cette modification s'est faite dans un calendrier serré ; Vous voulez brader une des missions essentielles de l'Insee dans la précipitation.

Nous considérons que cela engage l'avenir de l'Insee.

Nous sommes prêts à discuter de l'avenir du GENES mais pas dans l'urgence et pas de manière imposée.

Nous sommes disposés à faire des propositions d'amendements en présence de toute les parties concernées ainsi que d'expert. Nous souhaitons qu'un conseiller d'état soit présent à cette réunion.

A ce stade du projet, il n'y a pas de garantie que l'Insee puisse financer les formations de ses cadres (formations initiales et continues).

Enfin, l'examen des projets de conventions entre l'Insee et le Genes est nécessaire avant de donner un avis sur le projet de décret.

La question d'un éventuel passage du GENES en établissement public relève des conclusions de la réunion quadripartite et des engagements pris au ministère. Cette décision engage l'avenir de l'Insee puisqu'elle en modifie le contour, un tel vote n'a pas sa place dans le cadre de ce CTP. C'est pourquoi nous ne participerons pas à ce CTP. Vous ne respectez pas les engagements pris au ministère.

Nous avons pourtant des choses à dire sur ce projet « ambition 2015 » en particulier sur l'avenir des établissements :

Il existe des attentes du coté des personnels : vous ne leur offrez pas de perspective.

Vous ne nous faites aucune proposition de nouveaux travaux ce qui est une première dans l'histoire de l'Insee. Lors des précédents projets de moyen terme les nouveaux travaux étaient par exemple : le RP en continu ou encore Clap-Olée... Plus grave, vous avez déjà organisé et vous accélérez les pertes de missions ou d'expertises : externalisations d'une part, et centralisations de travaux d'autre part.

Les décisions relatives à l'avenir des directions régionales ont été actées avant même que le CTP ait été appelé à se prononcer. Les directeurs régionaux ont depuis maintenant un mois leur feuille de route avec leurs effectifs cibles et le contour des travaux qu'ils vont perdre. De quoi sommes nous susceptibles de discuter aujourd'hui ?

Vous ne proposez aucune perspective d'évolution pour les agents des DR partenaires, encore moins dans les plus petites d'entre elles.

La question que de nombreux agents se posent est celle de la survie de leur établissement. Vous annoncez qu'une DR par région sera pérenne jusqu'en 2015 mais qu'en sera-t-il au-delà ?

Avez-vous pris la mesure de l'ambiance délétère dans les services ? Les agents tombent malades de plus en plus souvent, ce qui est le signe d'une souffrance et d'un mal-être croissants. L'encadrement n'est pas épargné.

Vous laissez chaque agent trouver individuellement des solutions face à ces problèmes d'organisation et à l'absence de perspectives d'évolution. Avec votre projet de « management par la qualité totale » vous organisez le contraire de ce que vous prônez dans vos documents : « renforcer le collectif et la solidarité au sein des équipes ».

Par ailleurs, où en sont vos promesses de transparence de l'information ?

Certains agents apprennent par la presse que le budget de fonctionnement serait :  
« Substantiellement mieux que moins 20 % »

Le personnel attend encore une annonce précise et substantielle concernant le budget suite à cet article.

De même, depuis septembre 2009, vous nous avez promis des effectifs supplémentaires. Mais à ce jour nous n'avons toujours rien d'officiel.

Ce projet de MT n'est qu'un « habillage » de la baisse des effectifs et d'un budget de fonctionnement très contraint que vous ne savez pas même pas défendre.

Concernant le projet de délocalisation nous y sommes toujours opposés. Encore plus aujourd'hui vu la tournure actuelle du projet :

Vous faites des appels à volontaires alors que l'on ne connaît toujours pas le contenu précis du projet (cf la liste des postes délocalisés), ni le calendrier, ni le budget .

Des directeurs régionaux communiquent sur un échéancier de travaux sur le bâtiment messin de 51 mois : Où est la transparence et l'information à tous les personnels ?

Dans la période actuelle d'annonce gouvernementale de réduction des dépenses publiques nous revendiquons l'abandon de ce projet pour consacrer nos moyens à nos établissements et à nos missions.